

Art. 5. In artikel L1561-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de woorden "is niet van toepassing op de onderwerpen bedoeld in de artikelen D.10 tot D.20.18 van Boek I van het Milieuwetboek" ingevoegd tussen het woord "titel" en de woorden "doet geen afbreuk".

Art. 6. In artikel L3211-3 van hetzelfde Wetboek worden 4° en 5° geschrapt.

Art. 7. In artikel L3211-3 van hetzelfde Wetboek wordt het laatste lid geschrapt.

Art. 8. In artikel L3231-5, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "met inbegrip van het geval van uitdrukkelijke beslissing tot afwijzing bedoeld in artikel L3231-3, vijfde lid," geschrapt.

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en inwerkingtredingsbepalingen*

Art. 9. De bepalingen van dit decreet zijn niet van toepassing op de aanvragen om informatie, om afschrift en inzage van stukken die door of voor een overheidsinstantie beheerde, noch op de aanvragen om rechtzetting van informatie of om schraping van vergissingen van vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

De vóór de inwerkingtreding van dit decreet ingediende aanvragen alsmede de desbetreffende beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 maart 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad 309 (2005-2006), nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 maart 2006.

Bespreking. Stemming.



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1436

[2006/201233]

13 MARS 2006. — **Arrêté ministériel déterminant la forme et le contenu de la déclaration urbanistique préalable visée à l'article 263, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine**

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 84, § 2, alinéa 2, et 263, § 2,

Arrête :

Article 1^{er}. La déclaration urbanistique préalable visée à l'article 263, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est arrêtée conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Elle constitue l'annexe 52 du Code précité.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 mars 2006.

A. ANTOINE

ANNEXE 52

COMMUNE DE

DECLARATION URBANISTIQUE PREALABLE

(article 263 du C.W.A.T.U.P.)

(à adresser par envoi ou par dépôt, contre récépissé, au collège des bourgmestre et échevins et, simultanément, à envoyer, en copie, au fonctionnaire délégué)

(1) Je soussigné(e)

- demeurant à _____ ayant établi mes bureaux à _____
 rue : _____ n° : _____ ☎ n° : _____

- agissant au nom et pour le compte de _____

- demeurant à _____ ayant établi ses bureaux à _____
 rue : _____ n° : _____ ☎ n° : _____

déclare vouloir réaliser, sur un bien appartenant à (préciser les droits du déclarant sur le bien ou, le cas échéant du mandant, si le déclarant n'est pas propriétaire)

sis à _____, rue : _____ n° : _____ cadastré section :

les actes et travaux suivants :

(1) 1° à l'exclusion des toitures et des actes et travaux visés à l'article 262, 7°, pour les élévations des bâtiments qui ne sont pas érigées sur l'alignement, l'ouverture ou la modification de baies, pour autant qu'elles soient caractérisées par une dominante verticale et exécutées dans les mêmes matériaux que ceux de l'élévation où elles sont pratiquées;

(1) 2° dans les cours et jardins, les actes et travaux qui suivent :

- a) par propriété, la construction ou le remplacement d'un volume secondaire existant par un volume secondaire, sans étage, destiné ou non à l'habitat, érigé en contiguïté avec un bâtiment existant, à l'arrière de ce bâtiment ou en recul d'au moins 4,00 m de l'alignement ou raccordé à ce bâtiment par un volume à toiture plate, pour autant :
 - o que l'implantation se situe à 1,90 m minimum de la limite mitoyenne;
 - o que la superficie totale de l'extension n'excède pas 30,00 m² et que la hauteur ne dépasse pas 3,00 m à la corniche et 5,00 m au faîte;
 - o que le volume soit couvert d'une toiture à un versant ou d'une toiture à deux versants de mêmes pente et longueur, et dont le niveau de gouttière est inférieur au niveau de gouttière du volume principal;
 - o que les matériaux de parement des élévations et de couverture de toiture soient soit le vitrage, soit similaires aux matériaux du bâtiment existant, l'ensemble des baies formées étant caractérisé par une dominante verticale;
 - b) par propriété, la construction ou le remplacement d'un volume secondaire par un volume secondaire, sans étage, non destiné à l'habitat, isolé, érigé à 1,90 m minimum de la limite mitoyenne et à l'arrière d'un bâtiment existant, d'une superficie maximale de 20,00 m², surmonté d'une toiture à deux versants de mêmes pente et longueur et dont les matériaux soient le bois, le vitrage ou soient similaires aux matériaux du bâtiment principal;
 - c) les abris pour un ou des animaux, pour autant :
 - o par propriété, que la superficie maximale soit de 15,00 m² et de 25,00 m² pour les colombiers;
 - o qu'ils soient érigés à 3,00 m au moins des limites mitoyennes;
 - o qu'ils soient érigés à 20,00 m au moins de toute habitation voisine;
 - o que la hauteur ne dépasse pas 2,50 m à la corniche et 3,50 m au faîte, calculée par rapport au niveau naturel du sol;
 - o que le matériau de parement des élévations soit le bois ou le grillage ou soient similaires aux matériaux du bâtiment principal existant;
 - d) un rucher, sans préjudice de l'application des dispositions visées au Code rural;
 - e) la pose de clôtures, de portiques ou de portillons autres que ceux visés à l'article 262, 4°, f);
 - f) par propriété et pour autant que ne s'ensuive aucune modification sensible du relief naturel du sol, une piscine non couverte n'excédant pas 75,00 m²;
- (1) 3° la démolition de constructions sans étage ni sous-sol, pour autant :
- a) que la superficie au sol soit inférieure à 30,00 m²;
 - b) qu'elles ne soient pas érigées sur l'alignement;
- (1) 4° pour les exploitations agricoles :
- a) la construction de silos de stockage en tout ou en partie enterrés, pour autant que le niveau supérieur des murs de soutènement n'excède pas de 1,50 m le niveau du relief naturel du sol;
 - b) l'établissement d'une dalle de fumière, pour autant que :
 - o l'implantation soit distante de 3,00 m minimum des limites mitoyennes et de 20,00 m minimum de toute habitation autre que celle de l'exploitant;
 - o le niveau supérieur de la dalle ou des murs de soutènement n'excède pas de 1,50 m le niveau au relief naturel du sol;

c) la pose d'une citerne de récolte ou de stockage d'eau ou d'effluents d'élevage, en tout ou en partie enterrée, pour autant que le niveau supérieur du mur de soutènement n'excède pas 0,50 m et que la citerne soit implantée à 10,00 m minimum de tout cours d'eau navigable ou non navigable, à 3,00 m minimum du domaine public et à 20,00 m minimum de toute habitation autre que celle de l'exploitant;

(1) 5° la culture de sapins de Noël;

(1) 6° dans les zones non destinées à l'urbanisation, l'établissement ou la modification d'un système de drainage.

Je joins à la présente :

a) un extrait cadastral relatif au bien immobilier dont la date de validité n'est pas antérieure de douze mois à la date de la présente déclaration;

b) trois photos numérotées de la localisation des actes et travaux projetés, avec indication sur l'extrait cadastral des endroits de prise de vue;

c) une description littérale ou graphique, l'implantation et un croquis côté des actes et travaux projetés accompagnés, le cas échéant, d'une documentation technique s'y rapportant.

Je m'engage également à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

A _____, le

(Signature)

La présente déclaration n'est recevable que pour autant que les actes et travaux envisagés n'impliquent aucune dérogation à des dispositions légales, décrétales ou réglementaires et qu'ils ne nécessitent pas d'actes et travaux préparatoires soumis à permis d'urbanisme.

(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s)

Cadre réservé à l'administration communale	
Vu la déclaration urbanistique préalable précitée :	
(1) - la déclaration est recevable pour les motifs suivants :	
(1) - la déclaration est irrecevable pour les motifs suivants :	
Pour le collège :	
Le secrétaire communal,	Le bourgmestre,
Copie de la présente est adressée simultanément au fonctionnaire délégué	
(1) Biffer ou effacer la (les) mention(s) inutile(s)	

Extraits du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine
Article 263, § 2, alinéas 4 à 7

« En cas d'irrecevabilité de la déclaration, le collège des bourgmestre et échevins précise le motif d'irrecevabilité, le cas échéant, un relevé des pièces manquantes, et que la procédure de déclaration doit être recommencée. Dans le même délai, le collège des bourgmestre et échevins adresse une copie de l'envoi au fonctionnaire délégué.

En cas de déclaration recevable, le déclarant peut passer à l'exécution des actes et travaux vingt jours après avoir adressé la déclaration.

La déclaration est affichée sur le terrain à front du domaine public et visible à partir de celui-ci, par les soins du déclarant et pendant toute la durée de l'exécution des actes et travaux.

Le collège des bourgmestre et échevins tient à la disposition des tiers intéressés un registre des déclarations. »

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 13 mars 2006 déterminant la forme et le contenu de la déclaration urbanistique préalable visée à l'article 263, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Namur, le 13 mars 2006.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1436

[2006/201233]

13. MÄRZ 2006 — Ministerialerlass zur Festlegung der Form und des Inhalts der in Artikel 263 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten vorherigen städtebaulichen Erklärung

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 84 § 2 Absatz 2, und 263 § 2,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in Artikel 263 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnte vorherige städtebauliche Erklärung wird gemäß dem als Anlage zum vorliegenden Erlass beigefügten Muster erlassen.

Sie bildet die Anlage 52 des vorerwähnten Gesetzbuches.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 13. März 2006

A. ANTOINE

ANLAGE 52

GEMEINDE

VORHERIGE STÄDTEBAULICHE ERKLÄRUNG

(Artikel 263 des C.W.A.T.U.P.)

(diese ist an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium per Einsendung oder Hinterlegung mit Aufgabe- bzw. Abnahmebescheinigung zu richten und gleichzeitig als Kopie an den beauftragten Beamten zu senden)

(1) Ich Unterzeichnete(r)- wohnhaft in _____ mit Bürostellen in _____
Straße: _____ Nr.: _____ ☎ Nr.: _____- handelnd im Namen und für Rechnung von _____
- wohnhaft in _____ mit Bürostellen in _____
Straße: _____ Nr.: _____ ☎ Nr.: _____**erkläre**, an einem Gut, das der folgenden Person gehört (die Rechte des Erklärungspflichtigen an dem Gut oder ggf. des Vollmachtgebers, wenn der Erklärungspflichtige nicht der Eigentümer ist, bitte angeben)

gelegen in _____, Straße _____ Nr.: _____ katastriert Flur: _____

die folgenden Handlungen und Arbeiten ausführen zu wollen:

(1) 1° was die nicht auf der Fluchtlinie errichteten, aufgehenden Mauerwerke der Gebäude angeht und mit Ausnahme der Dächer und der in Art. 262, 7° erwähnten Handlungen und Arbeiten, das Durchführen oder die Veränderung von Öffnungen, insofern sie eine senkrechte Dominante aufweisen und mit denselben Baustoffen als denjenigen des aufgehenden Mauerwerks, in dem sie sich befinden, durchgeführt werden;

(1) 2° in den Höfen und Gärten, die folgenden Handlungen und Arbeiten:

- a) pro Grundstück, der Bau oder der Ersatz eines bestehenden Nebenvolumens durch ein für Wohnzwecken oder nicht für Wohnzwecken bestimmtes etagenloses Nebenvolumen, das an ein bestehendes Gebäude angrenzt, hinter diesem oder mindestens 4,00 m hinter der Fluchtlinie errichtet wird oder an dieses Gebäude durch ein Volumen mit Flachdach verbunden ist, insofern:
 - o der Abstand zur Grundstücksgrenze mindestens 1,90 m beträgt;
 - o die Gesamtfläche des Ausbaus nicht mehr als 30,00 m², die Gesimshöhe nicht mehr als 3,00 m und die Firsthöhe nicht mehr als 5,00 m beträgt;
 - o das Volumen mit einem Pultdach oder einem Satteldach bedeckt ist, wobei beide Dachseiten die gleiche Schräge und Länge aufweisen, und die Dachrinne sich niedriger als die Dachrinne des Hauptvolumens befindet;
 - o die Verblendwerkstoffe des aufgehenden Bauwerks und die Dachbedeckung entweder Glas oder die gleichen Baustoffe als die des bestehenden Gebäudes sind, wobei die Gesamtheit der gebildeten Öffnungen eine senkrechte Dominante aufweist;
- b) pro Grundstück, der Bau oder der Ersatz eines Nebenvolumens durch ein getrenntes, nicht für Wohnzwecken bestimmtes etagenloses Nebenvolumen, das in einem Abstand von mindestens 1,90 m der Grundstücksgrenze und hinter einem bestehenden Gebäude errichtet wird, eine Höchstfläche von 20,00 m² hat, mit einem Satteldach bedeckt ist, dessen beide Dachseiten die gleiche Schräge und Länge aufweisen, und dessen Baustoffe das Holz oder das Glas oder aber ähnliche Baustoffe als diejenigen des Hauptgebäudes sind;

- c) Unterstände für ein oder mehrere Tiere, insofern:
- die Höchstfläche pro Grundstück 15,00 m² (25,00 m² für Taubenhäuser) beträgt;
 - sie in einem Abstand von wenigstens 3,00 m von den Grundstücksgrenzen errichtet werden;
 - sie in einem Abstand von wenigstens 20,00 m von einer benachbarten Wohnung errichtet werden;
 - die Dachgesimshöhe nicht mehr als 2,50 m und die Firsthöhe nicht mehr als 3,50 m zum natürlichen Bodenniveau beträgt;
 - der Verblendwerkstoff des aufgehenden Bauwerks Holz oder Drahtgitter oder aber ein ähnlicher Werkstoff als diejenigen des bestehenden Hauptgebäudes ist;
- d) ein Bienenhaus, unbeschadet der Anwendung der im Feldgesetzbuch erwähnten Bestimmungen;
- e) die Anlage von Zäunen, Portalrahmen oder Toren, außerhalb derjenigen, die in Artikel 262, 4°, f) erwähnt sind;
- f) pro Grundstück und sofern dies keine bedeutende Abänderung des Bodenreliefs zur Folge hat, ein Schwimmbecken ohne Dach, dessen Fläche nicht mehr als 75,00 m² beträgt;

(1) 3° der Abbruch von Gebäuden ohne Etage und ohne Grundgeschoss, sofern:

- a) die Fläche am Boden unter 30,00 m² liegt;
- b) sie nicht auf der Fluchtlinie errichtet sind;

(1) 4° für landwirtschaftliche Betriebe:

- a) der Bau von ganz oder teilweise eingegrabenen Lagersilos, insofern die Oberkante der Stützmauern sich nicht über mehr als 1,50 m über dem natürlichen Bodenrelief befindet;
- b) die Anlage einer Mistplatte, insofern:
 - diese sich in einem Mindestabstand von 3,00 m von der Grundstücksgrenze und 20,00 m von jeder anderen Wohnung als der des Betreibers befindet;
 - die Oberkante der Platte oder der Stützmauern sich nicht über mehr als 1,50 m über dem natürlichen Bodenrelief befindet;
- c) das Aufstellen einer ganz oder teilweise eingegrabenen Zisterne für die Sammlung oder Lagerung von Tierzucht abwässern oder tierischen Ausscheidungen, insofern die Oberkante der Stützmauer sich nicht höher als 0,50 m befindet und die Zisterne sich in einem Mindestabstand von 10,00 m von jeglichem schiffbaren oder nicht schiffbaren Wasserlauf, 3,00 m des öffentlichen Eigentums und 20,00 m von jeder anderen Wohnung als der des Betreibers befindet;

(1) 5° für den Anbau von Weihnachtsbäumen;

(1) 6° das Anlegen oder die Abänderung eines Entwässerungssystems in Gebieten, die nicht zur städtebaulichen Entwicklung bestimmt sind.

Ich füge der vorliegenden Erklärung Folgendes bei:

- a) ein Katastrauszug bezüglich des Immobilienguts, dessen Gültigkeitsdatum nicht mehr als zwölf Monate vor dem Datum der vorliegenden Erklärung zurückliegt;
- b) drei numerierte Fotos der Örtlichkeiten, wo die geplanten Handlungen und Arbeiten stattfinden werden, mit Angabe auf dem Katastrauszug der Stellen, wo die Fotos genommen wurden;
- c) eine Beschreibung in Wort oder Bild, die Positionen und eine vermaßte Skizze der geplanten Handlungen und Arbeiten ggf. zuzüglich der einschlägigen technischen Unterlagen.

Ich verpflichte mich ebenfalls, die gegebenenfalls durch andere Gesetze, Dekrete oder Verordnungen auferlegten Zulassungen oder Genehmigungen zu beantragen.

Geschehen zu _____, den _____

(Unterschrift)

Die vorliegende Erklärung ist nur zulässig, insofern die folgenden Handlungen und Arbeiten keine Abweichung von den Gesetzes-, Dekrets- und Ordnungsbestimmungen zur Folge haben und keine vorbereitenden Handlungen und Arbeiten erfordern, die einer Städtebaugenehmigung unterliegen

(1) Unzutreffendes bitte streichen oder löschen

Der Gemeindeverwaltung vorbehaltenen Rahmen	
Aufgrund der vorerwähnten vorherigen städtebaulichen Erklärung:	
(1) - ist die Erklärung aus den folgenden Gründen zulässig:	
(1) - ist die Erklärung aus den folgenden Gründen nicht zulässig:	
Für das Kollegium,	
Der Gemeindesekretär,	Der Bürgermeister,
Eine Abschrift der vorliegenden Erklärung wird gleichzeitig an den beauftragten Beamten gerichtet.	
(1) Unzutreffendes bitte streichen oder löschen	

Auszüge aus dem Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe
Artikel 263 § 2 Absätze 4 bis 7

Ist die Erklärung nicht zulässig, so gibt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Grund für die Unzulässigkeit an, wobei es ggf. eine Liste der fehlenden Dokumente angibt, und erklärt, dass das Erklärungsverfahren neu angefangen werden muss. Innerhalb derselben Frist richtet das Bürgermeister- und Schöffenkollegium eine Abschrift der Sendung an den beauftragten Beamten.

Ist die Erklärung zulässig, so kann der Erklärungspflichtige die Durchführung der Handlungen und Arbeiten zwanzig Tage, nachdem er die Erklärung übermittelt hat, einleiten.

Die Erklärung wird durch den Erklärungspflichtigen auf dem Gelände entlang dem öffentlichen Eigentum angeschlagen und ist ab diesem sichtbar, dies während der ganzen Dauer der Durchführung der Handlungen und Arbeiten.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium hängt interessierten Drittpersonen ein Register der Erklärungen zur Verfügung. "

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 13. März 2006 zur Festlegung der Form und des Inhalts der in Artikel 263 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten vorherigen städtebaulichen Erklärung beigelegt zu werden.

Namur, den 13. März 2006

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1436

[2006/201233]

13 MAART 2006. — Ministerieel besluit tot bepaling van de vorm en de inhoud van de voorafgaande stedenbouwkundige verklaring bedoeld in artikel 263, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 84, § 2, tweede lid en 263, § 2,

Besluit :

Artikel 1. De voorafgaande stedenbouwkundige verklaring bedoeld in artikel 263, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt goedgekeurd overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model.

Ze vormt bijlage 52 van bovenvermeld Wetboek.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 13 maart 2006.

A. ANTOINE

BIJLAGE 52

GEMEENTE

VOORAFGAANDE STEDENBOUWKUNDIGE VERKLARING

(artikel 263 van het W.W.R.O.S.)

(te richten per brief of neerlegging tegen ontvangstbewijs aan het college van burgemeester en schepenen en een afschrift daarvan gelijktijdig te sturen aan de gemachtigde ambtenaar)

(1) **Ondergetekende**

- woonachtig te met kantoor te

straat : nr. : ☎ nr. :

- handelend in naam en opdracht van

- woonachtig te met kantoor te

straat : nr. : ☎ nr. :

voor een goed behorend tot (de rechten vermelden van de verklarende persoon op het goed of, in voorkomend geval, van de opdrachtgever, als de verklarende persoon niet eigenaar is)

gelegen te straat : nr. : gekadastreerd afdeling :

verklaart de volgende handelingen en werken te verrichten

(1) 1° met uitzondering van de daken en van de in artikel 262, 7°, bedoelde handelingen en werken, wat betreft de opgaande muren die niet op de rooilijn staan, het plaatsen of wijzigen van openingen, voorzover ze vooral een verticale dimensie krijgen en daarvoor hetzelfde bouw materiaal wordt gebruikt als voor de opgaande muur;

(1) 2° in voor- en achtertuinen, de volgende handelingen en werken :

a) per eigendom, de bouw of vervanging van een bestaand bijvolume door een bijvolume zonder verdieping, al dan niet bestemd voor de woning, belendend aan een bestaand gebouw, achteraan dat gebouw of achter de rooilijn met meer dan 4,00 m of aangesloten op dat gebouw door een volume met een vlak dak, voorzover :

- o de vestiging op minder dan minstens 1,90 m ligt van de gemeenschappelijke grens;
- o de totale uitbreidingsoppervlakte niet meer beslaat dan 30,00 m² en de hoogte niet meer bedraagt dan 3,00 m aan de goot en 5,00 m aan de nok;
- o het volume overdekt is met een dak met één helling of met twee hellingen die dezelfde hellingsgraad en lengte hebben en waarvan het niveau van de dakgoot lager is dan dat van het hoofdvolume;
- o het materiaal voor de bekleding van de opgaande muren en voor de bedekking van de daken bestaat uit glas, gelijkwaardig is aan het materiaal van het bestaande gebouw en het geheel van de aangebrachte openingen een verticale dimensie krijgt;

b) per eigendom, de bouw of vervanging van een bijvolume door een bijvolume zonder verdieping, niet bestemd voor de woning, alleenstaand, opgericht op minstens 1,90 m van de gemeenschappelijke grens en achteraan een bestaand gebouw, met een maximale oppervlakte van 20,00 m², overdekt met een dak met twee hellingen die dezelfde hellingsgraad en lengte hebben en waarvan de materialen bestaan uit hout, glaswerk of gelijkwaardig zijn aan die van het hoofdgebouw;

c) het plaatsen van schuilplaatsen voor één of meerdere dieren, voorzover :

- o per eigendom, de maximale oppervlakte gelijk is aan 15,00 m² en, wat duiwentillen betreft, aan 25,00 m²;
- o ze op minstens 3,00 m van de gemeenschappelijke grenzen staan;
- o ze op minstens 20,00 m van naburige woningen staan;
- o ze niet hoger zijn dan 2,50 meter aan de goot en 3,50 meter aan de nok, waarbij die afstanden vanaf het natuurlijke bodemniveau worden berekend;
- o het materiaal voor de bekleding van de opgaande muren bestaat uit glas of traliewerk of gelijkwaardig is aan het materiaal van het bestaande hoofdgebouw;

d) een bijstal, onverminderd de toepassing van de in het Veldwetboek bedoelde bepalingen;

e) het optrekken van afsluitingen, portalen en hulpdeuren die niet bedoeld zijn in artikel 262, 4°, f);

f) per eigendom en voorzover het bodemreliëf geen enkele ingrijpende wijziging ondergaat, een openluchtwembad waarvan de oppervlakte niet meer beslaat dan 75,00 m²;

(1) 3° de afbraak van bouwwerken zonder verdieping of kelder, voorzover :

a) de grondoppervlakte minder bedraagt dan 30,00 m²;

b) ze niet op de rooilijn staan;

(1) 4° wat landbouwbedrijven betreft :

a) de bouw van opslagsilo's, geheel of gedeeltelijk ingegraven, voorzover de bovenkant van de steunmuren niet hoger is dan 1,50 m boven het niveau van het bodemreliëf

b) de vestiging van een mestplaat voorzover :

- o de constructie staat op minstens 3,00 m van de gemeenschappelijke grenzen en op minstens 20,00 m van alle woningen die niet behoren tot de exploitant;
- o de bovenkant van de plaat of van de steunmuren niet hoger is dan 1,50 m boven het bodemreliëf;

c) de aanleg van een tank bestemd om water of dierlijke mest te verzamelen of op te slaan, geheel of gedeeltelijk ingegraven, voorzover de bovenkant van de steunmuur niet hoger is dan 0,50 m en de tank gevestigd is op minstens 10,00 m van elke al dan niet bevaarbare waterloop, op minstens 3,00 m van het openbaar domein en op minstens 20,00 m van elke woning die niet behoort tot die van de exploitant;

(1) 5° voor de teelt van kerstbomen;

(1) 6° in gebieden niet bestemd voor bebouwing, de aanleg of wijziging van een draineersysteem.

Bij de verklaring voeg ik :

a) een kadastraal uittreksel betreffende het onroerend goed waarvan de geldigheidsdatum niet voorafgaat aan de verklaringsdatum met meer dan twaalf maanden;

b) drie genummerde foto's van de lokalisatie van de geplande handelingen en werken met vermelding op het kadastraal uittreksel van de verschillende fotografische opnamepunten;

c) een beschrijving in grafische of tekstvorm, de vestiging en een maatschets van de geplande handelingen en werken, in voorkomend geval vergezeld van de desbetreffende technische documentatie.

Ik verbind me er ook toe de machtigingen of vergunningen aan te vragen die in voorkomend geval bij andere wetten, decreten of verordeningen zijn opgelegd.

Te

op

(Handtekening)

De verklaring is ontvankelijk voorzover de geplande handelingen en werken geen afwijking van de wettelijke, decretale of regelgevende bepalingen inhouden en ze geen voorbereidende handelingen en werken onderworpen aan de stedenbouwkundige vergunning vereisen.

(1) Schrappen wat niet past

VAK VOORBEHOUDEN AAN HET GEMEENTEBESTUUR	
Gelet op de bovenvermelde voorafgaande stedenbouwkundige verklaring	
(1) - de verklaring is ontvankelijk om volgende redenen :	
(1) - de verklaring is niet ontvankelijk om volgende redenen :	
Voor het college :	
De gemeentesecretaris,	De burgemeester,
Een afschrift van deze verklaring wordt gelijktijdig gericht aan de gemachtigde ambtenaar	
(1) Schrappen wat niet past	

Uittreksels uit het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

artikel 263, § 2, lid 4 tot 7

In geval van niet-ontvankelijkheid bepaalt het college van burgemeester en schepenen de grond daarvan en in voorkomend geval maakt een lijst van de ontbrekende stukken op en vermeldt dat de verklaringsprocedure moet worden herbegonnen. Binnen dezelfde termijn richt het college van burgemeester en schepenen een afschrift van genoemde brief aan de gemachtigde ambtenaar.

In geval van ontvankelijke verklaring, mag de verklarende persoon overgaan tot de uitvoering van de handelingen en werken binnen twintig dagen nadat de verklaring is gestuurd.

De verklaring wordt aangeplakt op het terrein langs het openbare domein en is daarvanuit zichtbaar door toedoen van de verklarende persoon tijdens de hele duur van de uitvoering van de handelingen en werken.

Het college van burgemeester en schepenen stelt een register van de verklaringen ter beschikking van de betrokken derden.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 13 maart 2006 tot bepaling van de vorm en de inhoud van de voorafgaande stedenbouwkundige verklaring bedoeld in artikel 263, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Namen, 13 maart 2006.